

[Texte]

recognized it and the Liberal Party had to pay the price at the next election.

I want to remind members opposite that they are not in the first year of their mandate. They are not at the beginning of a mandate so that the Canadian people will perhaps forget and forgive as we move on three or four years down the road before an election is called and the people will have forgotten all about how their rights have been trampled on by a government that, because it has power, simply thinks it can abuse power. We are in the fourth year of the mandate; there is going to be an election some time in the next 13 or 14 months and the government will be called to account for this abuse of power.

Mr. McDermid: Mr. Chairman, I find it interesting that a member of the New Democratic Party would talk about rights being trampled in a democratic society when they have done everything humanly possible not to allow the bill to come to the floor of the House of Commons. I mean, it is such a hypocritical statement that I am surprised it came from the hon. member.

The second point I would like to make, Mr. Chairman, is that the New Democratic Party months ago threatened the Government of Canada with everything available to stop this agreement. If they are genuinely interested in taking a look at the legislation before us, studying it clause-by-clause, bringing in witnesses to discuss the legislation, that is one thing. But as we saw this morning, in a three-and-a-half hour meeting, one member of the New Democratic Party took three hours, and it was obvious to everyone here in the room, both committee members and those who were sitting around, that it was nothing but obstruction.

• 1340

I have to give the New Democratic Party full marks. They threatened us a long time ago with obstruction. They said they were going to do it. The Liberal Party said they would have no part of it at that particular time, that they did not approve of the actions being taken by the New Democratic Party. But for the hon. member to come in here and lecture us on trampling on the rights of the elected government and the people of Canada, I find extremely hypocritical.

Mr. Manly: Just a point of order. I was not saying it was trampling on the rights of the elected government. It is trampling on the rights of the opposition and the Canadian people.

The Chairman: Mr. Manly, is that a point of order? Let me hear your statement again. I am sorry. . .

Mr. Manly: I simply wanted to make that clear, Mr. Chairman.

The Chairman: That is not a point of order.

[Traduction]

étaient dérisoires, et les Canadiens y ont vu clair de sorte que le Parti libéral a dû payer le prix aux élections suivantes.

Je voudrais rappeler aux députés de l'autre côté qu'ils n'en sont pas à la première année de leur mandat, qu'ils ne doivent donc pas espérer que les Canadiens oublieront et leur pardonneront au bout des trois ou quatre ans qui les auraient séparés, dans ce cas, des élections; les gens auraient pu alors oublier que leurs droits avaient été bafoués par un gouvernement, parce qu'il avait le pouvoir, et s'imaginait être en mesure d'en abuser. Mais nous en sommes à la quatrième année de votre mandat; il va y avoir des élections d'ici 13 ou 14 mois et le gouvernement devra répondre de cet abus de pouvoir.

M. McDermid: Monsieur le président, il me paraît intéressant qu'un député du Parti néo-démocrate parle de droits bafoués dans une société démocratique alors que ce parti a fait tout ce qu'il est humainement possible de faire pour que la Chambre des communes ne puisse être saisie de ce projet de loi. Cette déclaration me paraît si hypocrite que je m'étonne que le député ait pu la faire.

D'autre part, monsieur le président, il y a quelques mois le Nouveau Parti démocratique a proféré toutes sortes de menaces envers le gouvernement du Canada pour freiner cet accord. Peut-être s'intéresse-t-il vraiment à examiner la législation dont nous sommes saisis, l'étudier article par article, convoquer des témoins pour discuter du projet de loi. Mais comme nous l'avons vu ce matin, lors d'une réunion de trois heures et demie, un député du Nouveau Parti démocratique a pris la parole pendant trois heures et tout le monde a bien compris ici, aussi bien les membres du Comité que ceux de l'auditoire, qu'il ne s'agissait que d'obstruction.

Je dois féliciter quand même le Nouveau Parti démocratique. Il y a longtemps qu'il nous menace d'obstruction en disant que c'est ce qu'il allait faire. Le Parti libéral a déclaré ne pas vouloir y participer pour le moment, et désapprouver les initiatives du Nouveau parti démocratique. Mais que le député vienne nous faire ici une conférence sur les droits bafoués du gouvernement élu et des Canadiens me paraît extrêmement hypocrite.

M. Manly: J'invoque le Règlement. Je n'ai pas dit que l'on bafouait les droits du gouvernement élu mais bien ceux de l'opposition et des Canadiens.

Le président: Monsieur Manly, est-ce que vous invoquez le Règlement? J'aimerais entendre à nouveau votre intervention. Je suis désolé. . .

M. Manly: Je voulais simplement préciser les choses, monsieur le président.

Le président: Il ne s'agit donc pas d'invoquer le Règlement.